

Unité départementale de Rouen-Dieppe

Rouen, le 01/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAILLIARD**

201, Avenue Andre-Maurois  
BP 7  
76360 BARENTIN

Références : UDRD.2022.03.CD.06.SB.Brj

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement GAILLIARD implanté 201, Avenue Andre-Maurois BP 7 - 76360 BARENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite au signalement (par courriel du 5 janvier 2022) des services de l'Office Français de la Biodiversité de Seine Maritime (OFB) et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Seine Maritime (DDTM 76) de la présence de plusieurs zones de dépôt de déchets semblant être issus de chantiers de déconstruction, sur une surface estimée à 1 500 m<sup>2</sup>, l'inspection des installations classées s'est rendue le 4 février 2022 sur le site situé au n° 201, avenue André Maurois à BARENTIN (76360).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAILLIARD
- 201, Avenue Andre-Maurois BP 7 76360 BARENTIN
- Code AIOT dans GUN : 0005800344
- Régime : Récolement fait
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site anciennement exploité par la société GAILLIARD (usine de filature, tissage et teinturerie) a fait l'objet d'une cessation d'activité le 22 mai 2019. Le site a ensuite été vendu à la société MODULAL en 2019 qui a obtenu un permis de démolir des bâtiments (n° PD 076 057 19C0001 en date du 15 février 2019). Des servitudes d'utilité publique ont également été instaurées par arrêté préfectoral du 15 juillet 2021 sur le site afin de garder en mémoire les pollutions résiduelles et les contraintes dues aux pollutions dans le cadre d'un usage futur autre qu'un usage industriel ou commercial.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité des installations au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dépôt de déchets issus de déconstruction de chantier	Code de l'environnement du 04/02/2022,	/	Sans objet
Dépôts de déchets non dangereux	Code de l'environnement du 04/02/2022,	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les activités du site ne relèvent pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutefois, il appartient au propriétaire de la parcelle de sécuriser le site afin d'éviter les dépôts sauvages de déchets et d'interdire l'accès à toute personne étrangère. Il est également rappelé au propriétaire que des servitudes (prises par arrêté préfectoral du 15 juillet 2021) s'appliquent au site et qu'il doit notamment rendre accessible et maintenir de façon pérenne les piézomètres en place.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Dépôt de déchets issus de déconstruction de chantier

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/02/2022,
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Activité de transit de produits minéraux au titre de la rubrique n° 2517
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site serait soumis à déclaration pour une surface de transit supérieure à 5 000 m <sup>2</sup>
<p><b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate la présence de deux tas de déchets de briques (déchets inertes) et d'un tas de déchets de terres (de la craie à priori - cf planche photographique) dont la surface totale, estimée à 200 m<sup>2</sup>, reste inférieure au seuil, fixé à 5 000 m<sup>2</sup>, du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées (« station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques »).</p> <p>Cette activité ne relève donc pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutefois, il est rappelé que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés, même s'ils sont entreposés sur le site de production. Au-delà de ces délais, l'installation serait soumise à enregistrement sans seuil (ie quel que soit le volume de déchets accueillis) au titre de la rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installation de stockage de déchets inertes) .</p> <p>L'inspection constate que le site n'est pas correctement fermé (clôture abîmée, absence de fermeture matérialisée), ce qui ne permet pas de limiter l'accès à toute personne étrangère et ainsi d'éviter les dépôts sauvages de déchets.</p> <p>Le propriétaire indique que les déchets concernés sont extérieurs au site, et ne connaît pas leur provenance. En l'absence d'identification des producteurs ou autres détenteurs connus de ces déchets, le propriétaire est considéré comme leur détenteur. Il est tenu d'assurer, conformément à l'article L.541-1-II-3° du code de l'environnement, que « la gestion des déchets se fasse sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier. ».</p> <p>Après la visite, le propriétaire a prélevé sur le tas de déchets de terre deux échantillons le 8 et 9 février 2022. Au vu des résultats d'analyse (transmis par courriel du 18 février 2022), les terres peuvent être évacuées dans une installation de stockage de déchets inertes.</p> <p>Le propriétaire a également précisé, dans son courriel du 18 février 2022, que les abords du site seront fermés par la mise en place de merlon, afin d'empêcher l'accès au site à toute personne étrangère et éviter tout dépôt sauvage sur le site</p>
<b>Observations :</b> Le propriétaire veillera à évacuer les déchets inertes extérieurs au site dans les filières dûment autorisées. Il veillera également à s'assurer que le site est correctement fermé afin notamment d'éviter tout nouveau dépôt sauvage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dépôts de déchets non dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/02/2022,
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Activité de transit de déchets non dangereux au titre de la rubrique n° 2716
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site serait soumis à déclaration pour un volume de déchets susceptible d'être présent supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence de plusieurs tas de déchets non dangereux en mélange (ferraille, plastique, laine de verre...) sur le site (cf planche photographique).  Le propriétaire déclare que ces déchets appartiennent au site. Selon ses dires et suite à un incendie en 2021, le SDIS 76 lui aurait demandé de sortir tous objets ou déchets des bâtiments afin de prévenir les risques de feu. Il précise que ces déchets seront évacués vers les filières dûment autorisées après tri dans le cadre d'un projet d'aménagement. Il indique d'ailleurs détenir un permis de démolir daté de février 2019, et qu'un bureau d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été mandaté pour accompagner le maître d'ouvrage dans son projet en vue de changer l'usage du site en un usage d'habitation. Après la visite, le propriétaire a transmis à l'inspection, par courriel du 18 février 2021, deux bons d'évacuation de déchets entreposés sur le site.  L'inspection considère que les déchets non dangereux restant sont propres au site et que cette activité ne relève pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces déchets seront ainsi gérés dans le cadre du projet d'aménagement du site en un usage d'habitation
<b>Observations :</b> Le propriétaire veillera à évacuer tous les déchets non dangereux du site vers les filières dûment autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet